



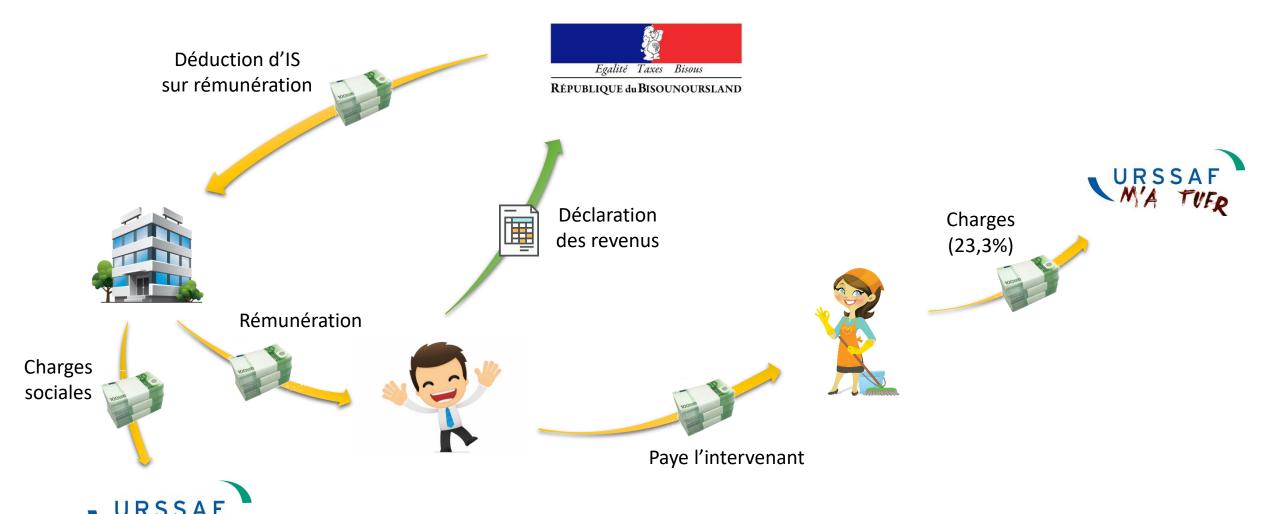
- Crèche, jardin d'enfants, assistante maternelle
- Baby-sitting
- Soutien scolaire, cours à domicile (maths, musique...)
- Ménage, repassage à domicile
- Assistance informatique et Internet
- Travaux de jardinage, petit bricolage
- Assistance administrative (pas pour les freelances!)
- Accompagnement de personnes âgées, handicapées, malades...

Conditions d'utilisation

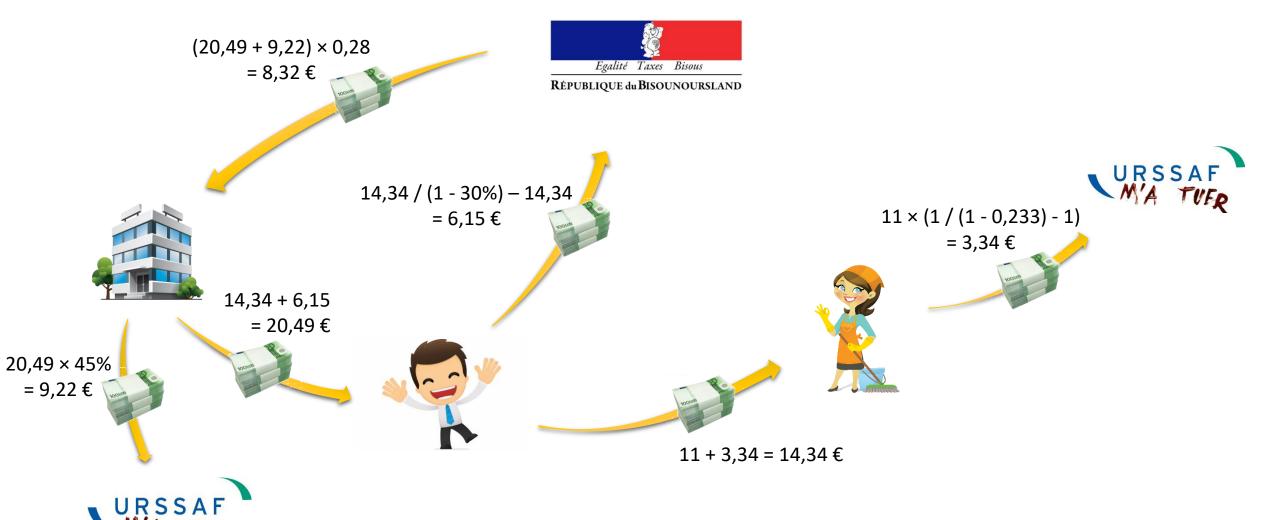
- Autant de tickets identiques pour tout le monde dans la boite
- Seulement pour le personnel salarié

(pareil que pour les titres restaurant)

Les autoentreprises



Coût: 21,39 € / h



CESU déclaratif



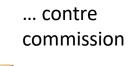
... contre une commission! (de 1 €)

Se fait payer











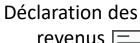
Paye l'intervenant





Déduction d'IS (frais généraux)

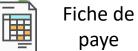
Rémunération



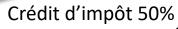


Déclaration des versements









(max 12 k€ / an)

Paye les charges (83% - 2 €)



Coût: 13,52 € / h

(+ 20 € par commande)









11€

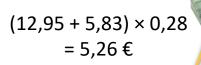
20 € par commande

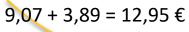


11€

1 € par remise









9,07 / (1 - 30%) - 9,07









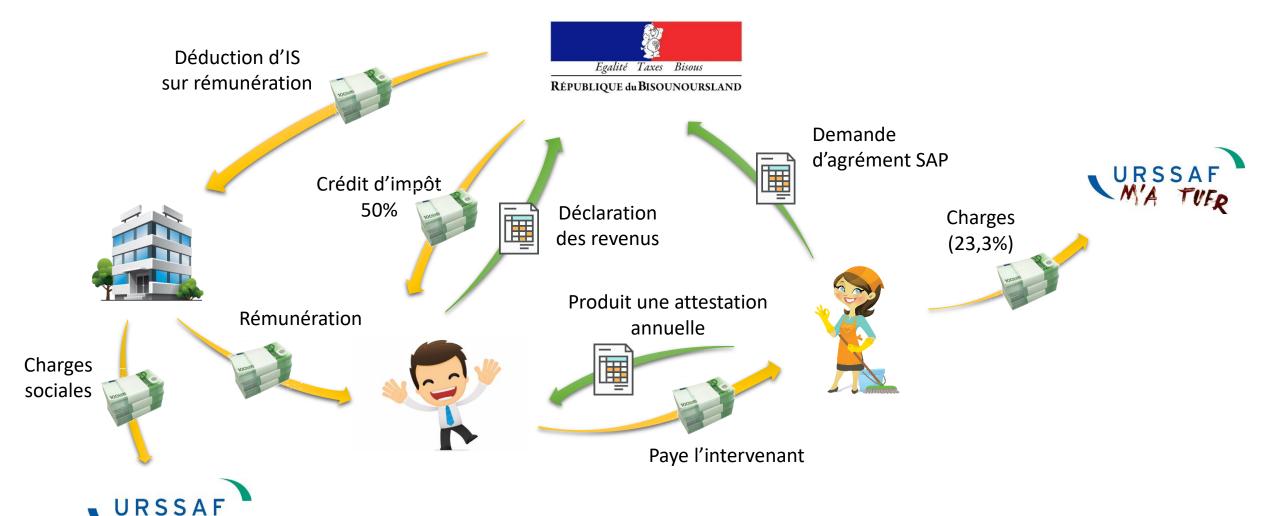




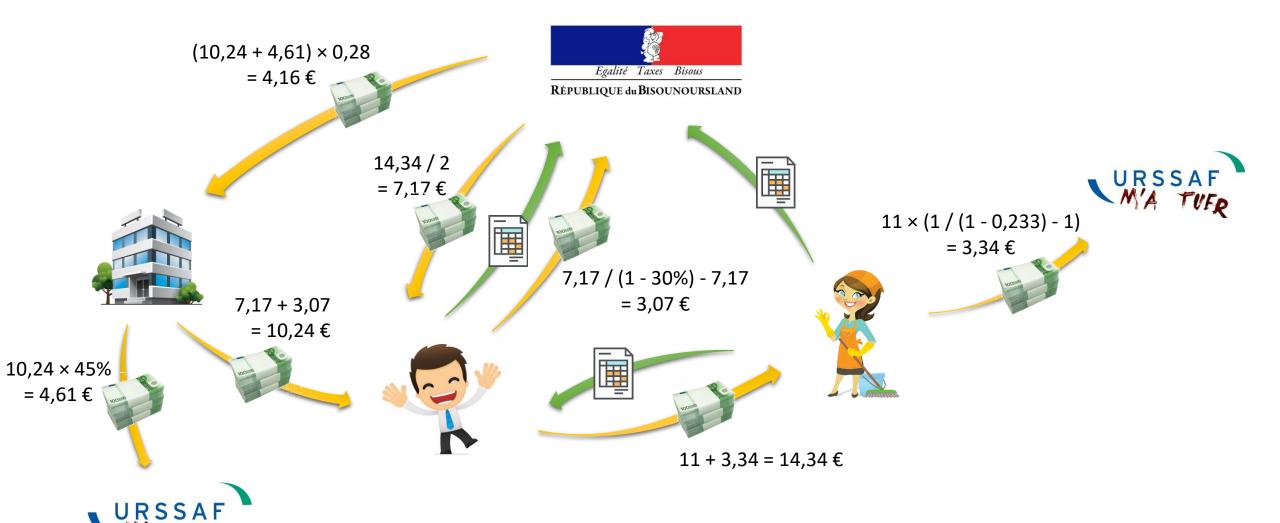


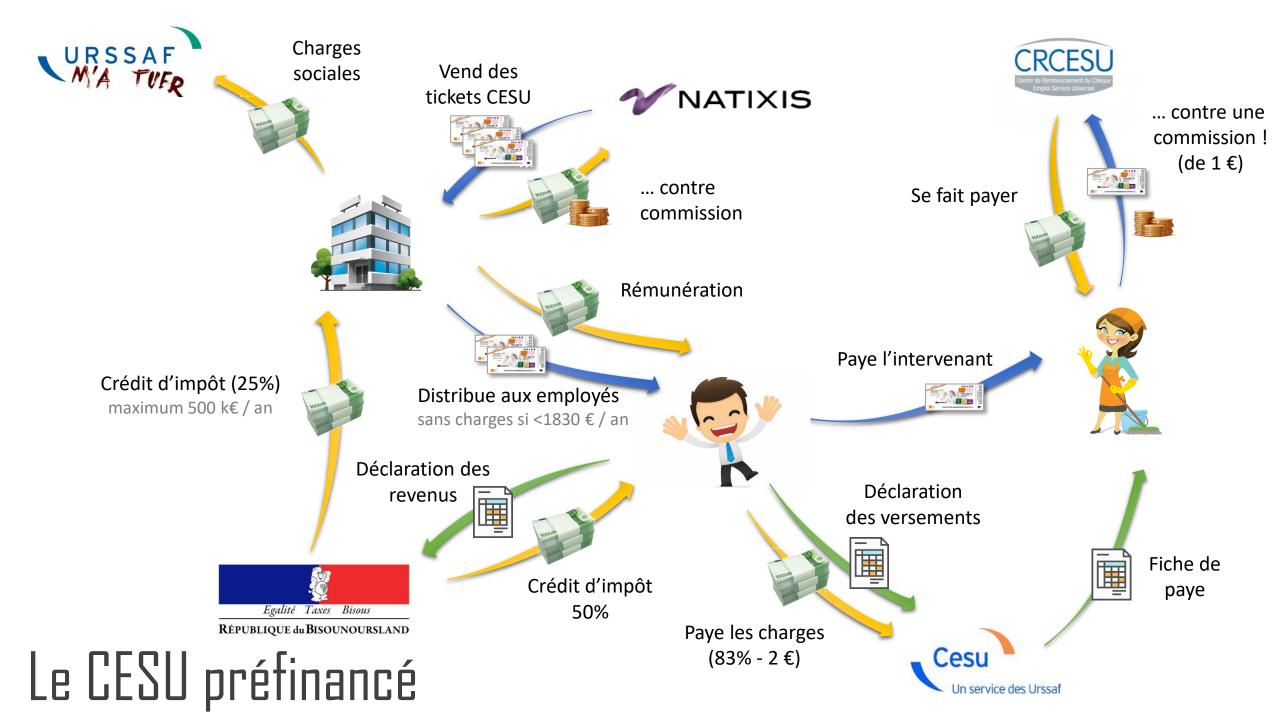


Les autoentreprises (avec SAP)

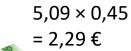


Coût: 10,69 € / h









11€ NATIXIS









11€

3,56 + 1,53= 5,09 €

20 € par commande



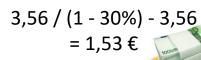


+ IS sur salaire chargé

11 × 25% $+ 11 \times 0.28$ $+ (5,09 + 2,29) \times 0,28$

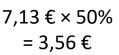
crédit d'impôt + IS sur titre

= 7,9 €

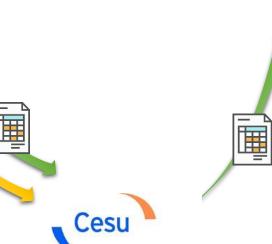


11€







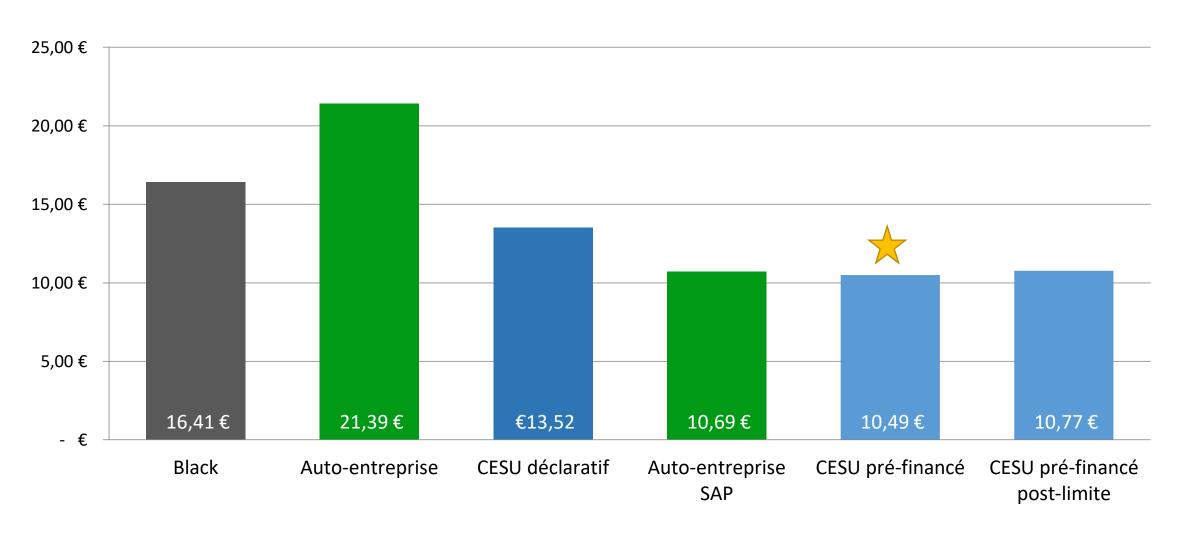


Un service des Urssaf

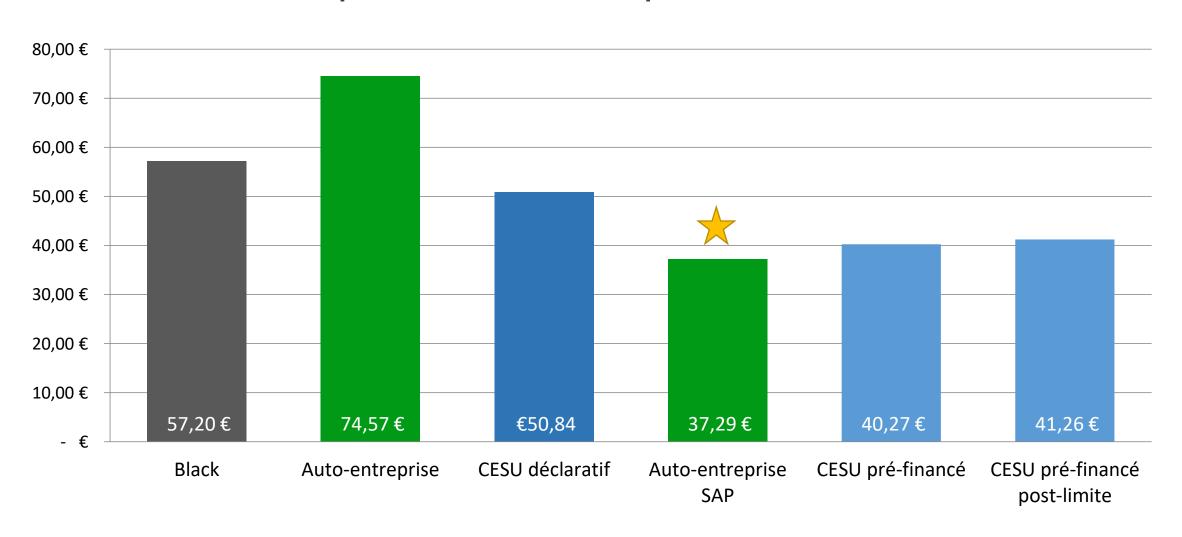
11€



Comparaison pour une femme de ménage à 11 €/h nets



Comparaison pour un coach sportif auto-entrepreneur à 50 € / h



Points d'attention

« L'aide versée sous forme de CESU est exonérée d'impôt sur les revenus, dans la limite globale - c'est-à-dire compte tenu le cas échéant de toute autre aide au titre des « services à la personne » - de 1 830 euros par année civile et par bénéficiaire »

« L'avantage fiscal qui est accordé est égal à 50% du montant des dépenses effectivement supportées. [...] Si vous avez rémunéré votre salarié avec des titres Cesu préfinancé, vous devez déduire du montant figurant sur votre attestation fiscale la participation aux titres Cesu préfinancé de votre employeur, comité d'entreprise, ... »

« Lignes 7DB ou 7DF sur votre déclaration de revenus »

« Conservez votre attestation fiscale à titre de justificatif [...] Aucune réédition ne sera traitée. »

Crédit d'impôt -> réduction d'impôt si pas d'activité professionnelle ou si pas inscrit au moins 3 mois à Pôle Emploi au cours de l'année (et donc pas de remboursement ni de report si l'impôt est < 0)

Point historique

À la base, seuls les employés avaient accès aux CESU pré-financés :

Article du décret de 1967 :

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=9C2208F232D61AD1E2283E5F45526B28.tpdila21v_1?idArticle=LEGIARTI000018503815&cidTexte=LEGITEXT000006061405&dateTexte=20170723

Puis s'en est suivi une tolérance de l'URSSAF car flou juridique (un gérant majoritaire peut avoir une activité autre que la gérance : par ex. développeur)

Puis un décret de 2008 a annulé l'article 3 pour officialiser :

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000304268&categorieLien=cid

Décret actuel une fois corrigé :

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000304268&categorieLien=cid

L'interdiction auparavant indiquée au dos des CESU a disparu en 2017.